

SOCIÉTÉ

L'égalité : utopie ou nécessité ?

Au sein des pays prospères, les inégalités de revenus sont profondes. Des recherches ont pourtant démontré que l'inégalité est nocive pour tous, tant sur le plan social qu'en matière de santé. L'égalité est-elle souhaitable ? Quels leviers actionner pour s'en approcher ?

Avec le soutien de



De nos jours, les forces qualifiées de « progressistes » se bornent trop souvent à défendre – certes, avec raison – les acquis des générations précédentes : sécurité sociale, indexation des salaires, etc. Il manque cependant d'idées mobilisatrices. Les enjeux environnementaux devraient occuper une place centrale, mais il est à déplorer le peu d'attention qu'ils suscitent à l'heure actuelle. Un autre thème fédérateur, largement abordé par le passé mais quelque peu oublié, est celui de l'égalité.

Les écarts sociaux, économiques et statutaires sont devenus tels qu'on ne les remet (presque) plus en question.

Savamment sapée par trois décennies de néolibéralisme, cette notion a été rangée au placard. On ose à peine prononcer le mot. Seules quelques personnalités se risquent encore à en évoquer l'idée, souvent en parlant d'égalité « des chances » ou d'égalité « des conditions ». Les écarts sociaux, économiques et statutaires sont devenus tels qu'on ne les remet (presque) plus en question.

On se croirait revenu au temps jadis, quand on prétendait que l'ordre établi était dicté par quelque décret divin, et qu'il ne fallait donc pas le remettre en question. On naissait riche ou pauvre, c'était ainsi. Les révolutions du 18^e siècle et l'éclairage des philosophes ont balayé cela, mais à une domination s'en est substituée un autre, fondée sur l'idéologie libérale au service d'une doctrine économique : le capitalisme.

L'égalité a pourtant compté parmi les grands idéaux. Non sans raison, elle est inscrite à l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'Homme : « *Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.* »

On pourrait rêver que ces principes inspirent les politiques à mettre en place par nos dirigeants. Il n'en est rien. **Au nom du premier principe, la liberté, on a écrasé le second, l'égalité.** « *Une société qui place la liberté avant toutes choses finira par obtenir, sans l'avoir cherché, davantage d'égalité en même temps que davantage de liberté.* » C'est ce que prétendait Milton Friedman. Il avait tort. L'individu l'a emporté sur la communauté, la compétition sur la solidarité.

A. État des lieux

« Où l'égalité ne se trouve pas, il ne peut y avoir de république. »

Nicolas Machiavel, *Discours sur Tite-Live*

Le contexte actuel n'est pas favorable à la notion d'égalité, comme l'illustre cette déclaration de Mme Christine Lagarde (alors ministre de l'Économie en France) : « *Entre l'égalité de tous sur la ligne de départ et les performances de chacun à l'arrivée, le travail fait de l'individu le seul responsable de son propre parcours.* » Dans ce schéma, l'idéal égalitaire des Droits humains est obliéré ; on instaure une méritocratie où les uns l'emportent sur les autres – qui n'ont qu'à travailler plus s'ils veulent s'élever dans la société !

**L'accaparement
des richesses par
une élite dirigeante
empêche le plus
grand nombre
d'accéder au
minimum vital.**

Cette logique ne remet pas en cause les inégalités profondes du monde contemporain, pourtant alarmantes ! Certes, à l'échelle mondiale, l'Indice de développement humain (IDH) progresse, l'espérance de vie augmente, l'accès à l'eau s'améliore, le nombre de personnes sous-alimentées tend à diminuer. Toutefois, comme le note l'Observatoire des inégalités (France), « cette vision idyllique de l'évolution de la planète doit être fortement nuancée.¹ » Et de préciser que « dans de nombreux pays, les guerres, la désorganisation des structures économiques ou l'accaparement des richesses par une élite dirigeante, empêchent le plus grand nombre d'accéder au minimum vital, alors que les plus aisés s'enrichissent et consomment toujours plus. » La condition des femmes, en particulier, reste extrêmement déficitaire. Rappelons également que **842 millions d'êtres humains souffrent encore de la faim**² et que 2,47 milliards de personnes (42% de la population !) disposent d'un revenu inférieur à 2\$ par jour.³

L'Observatoire des inégalités nous livre encore les informations suivantes⁴ :

- Moins de 10 % de la population mondiale détient 83 % du patrimoine mondial.
- Les 50 % des individus les moins fortunés détiennent à peine 1 % du patrimoine mondial.

¹ <http://www.inegalites.fr/IMG/pdf/noteobservatoire-n2-fev2014-2.pdf>, consulté le 04.08.2014.

² FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*, résumé 2013.

³ Banque mondiale, Communiqué de presse n° 2012/297/DEC.

⁴

http://www.inegalites.fr/spip.php?page=article&id_article=1393&id_groupe=20&id_mot=116&id_rubrique=117, consulté le 04.08.2014.

- Les 1 % les plus fortunés contrôlent 46 % du patrimoine mondial.

Les plus grandes fortunes donnent le vertige, pour ne pas dire la nausée. Il faudrait 4 millions d'années de travail à un Français touchant le Smic (salaire minimum) pour engranger la fortune d'un homme comme Bill Gates.⁵ Une simple question de mérite ? Ou encore, comment justifier que certains PDG de grandes entreprises gagnent en un jour ou deux le salaire annuel de leurs employés (voir tableau ci-dessous) ?⁶ Sans parler de la puissance financière accumulée au sein des grandes firmes multinationales, supérieure au PIB de certains pays.

Les écarts salariaux entre patrons et salariés dans le monde

	RATIO ENTRE LA RÉMUNÉRATION MOYENNE DES DIRIGEANTS ET CELLE DES SALARIÉS	RÉMUNÉRATION MOYENNE...	
		... DES DIRIGEANTS	... DES SALARIÉS
Etats-Unis	354	9 072 322 €	25 637 €
Canada	206	6 441 047 €	31 267 €
Suisse	148	5 502 504 €	37 179 €
Allemagne	147	4 375 458 €	29 765 €
Espagne	127	3 255 937 €	25 446 €
Rép. tchèque	110	1 597 882 €	14 526 €
France	104	2 934 331 €	28 215 €
Australie	93	3 095 730 €	33 287 €
Suède	89	2 485 161 €	27 923 €
Royaume-Uni	84	2 781 225 €	33 110 €
Pays-Bas	76	2 646 429 €	34 821 €
Israël	76	1 619 937 €	21 315 €
Japon	67	1 742 390 €	26 006 €
Norvège	58	1 888 051 €	32 553 €
Portugal	53	891 941 €	16 829 €
Danemark	48	1 618 291 €	33 714 €
Autriche	36	1 160 305 €	32 231 €
Pologne	28	415 830 €	14 851 €

* Ratio entre la rémunération moyenne des dirigeants et celle des salariés
Sources : BLS, OCDE et AFL-CIO

Conversion en euros réalisée le 22 nov. (1 dollar = 0,74 euro)

LE FIGARO

Au sein des pays de l'OCDE, considérés riches, l'évolution des inégalités est à la hausse (voir graphique ci-dessous).⁷ La crise n'a fait que prolonger la tendance, en particulier dans les pays les plus touchés comme l'Espagne et la Grèce. Les ménages modestes et les jeunes en ont été les principales victimes.⁸

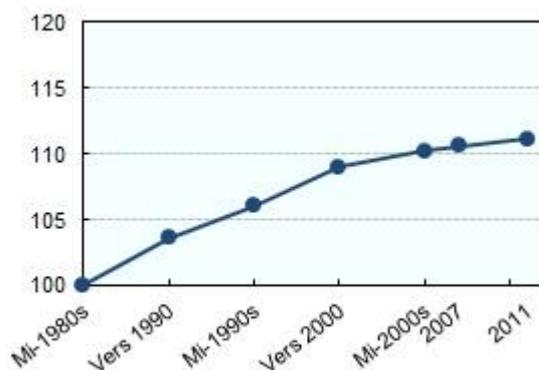
⁵

http://www.inegalites.fr/spip.php?page=article&id_article=1071&id_groupe=20&id_mot=116&id_rubrique=117, consulté le 04.08.2014.

⁶ <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/11/23/20002-20131123ARTFIG00235-le-grand-ecart-des-remunerations-entre-salaries-et-patrons-a-travers-le-monde.php>, consulté le 12.08.2014.

⁷ <http://www.oecd.org/fr/social/donnees-distribution-revenus.htm>, consulté le 04.08.2014.

⁸ <http://www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-Le-point-sur-les-inegalites-de-revenu.pdf>, consulté le 04.08.2014.



Augmentation du coefficient de Gini des inégalités de revenu
Moyenne de l'OCDE, milieu des années 1980 = 100
Juin 2014

En Belgique, l'union fait la force. Et l'égalité ?

L'évolution du coefficient de Gini⁹ pour la Belgique semble relativement stable (0,266 en 2012 d'après Eurostat) mais il convient, ici encore, de nuancer. Ce type de statistiques se heurte à certaines limites dues au système fiscal belge, qui permet de rendre opaques les plus hauts revenus (faible taxation des revenus du patrimoine, prélèvement quasi inexistant sur les plus-values en capital).¹⁰ En 2013, une étude de la Banque nationale de Belgique a estimé que les « 20% des Belges les plus riches possèdent exactement 61,2% du patrimoine national » alors que « les 20% des ménages les plus pauvres ne possèdent par contre que 0,2% du patrimoine.¹¹ »

Ces statistiques prouvent, si besoin en était, que les écarts de richesse sont abyssaux, entre pays tout comme au sein d'une même contrée (y compris dans les pays « riches »). Ces inégalités ne sont pas sans conséquences.

B. « L'inégalité est une violence "structurelle"¹² »

« La réduction des inégalités améliorerait le bien-être et la qualité de vie de tous. »

Richard Wilkinson et Kate Pickett,
Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous

Parmi les études récentes sur le thème des inégalités, les travaux des épidémiologistes Richard Wilkinson et Kate Pickett méritent que l'on s'y attarde. Ces scientifiques ont établi un parallélisme entre les inégalités de revenus et différents problèmes sanitaires et sociaux :

⁹ Le coefficient de Gini mesure l'inégalité de revenus au sein d'une société : c'est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie l'inégalité totale.

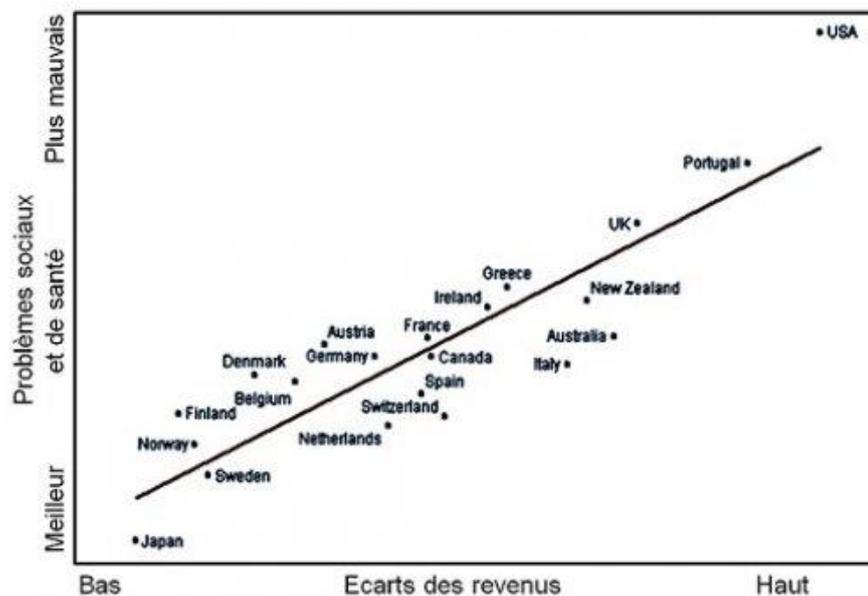
¹⁰ FRANSSEN M., *Les inégalités de revenus en Belgique*, CPCP et CPSS, Bruxelles, 07.2012.

¹¹ <http://www.lalibre.be/actu/belgique/20-des-belges-possedent-60-du-patrimoine-national-52410a7a3570bed7db9d5faa>, consulté le 04.08.2014.

¹² WILKINSON R. et PICKETT K., *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Les petits matins, Paris, 2013, p. 205.

- niveau de confiance ;
- maladie mentale (y compris addiction à l'alcool et à la drogue) ;
- espérance de vie et mortalité infantile ;
- obésité ;
- réussite scolaire des enfants ;
- maternité précoce ;
- homicides ;
- taux d'incarcération ;
- mobilité sociale.

D'après leurs observations, « **les problèmes sanitaires et sociaux sont étroitement liés à l'inégalité dans les pays riches.**¹³ » Autrement dit, ces problèmes sont davantage marqués dans les pays où les écarts sont les plus profonds. À l'inverse, les sociétés plus égalitaires sont moins minées par ces maux. Wilkinson et Pickett décrivent le lien entre l'inégalité et ces phénomènes : un lien si étroit qu'il ne peut résulter du hasard. Si les plus pauvres en sont effectivement les principales victimes, c'est l'ensemble de la société qui est gangrenée par les inégalités.



Prenons l'exemple de la santé. Wilkinson et Pickett rejoignent la théorie du *gradient social* des inégalités de santé, qui indique l'existence d'un « lien entre l'état de santé d'une personne et sa position dans la hiérarchie sociale. Ce constat ne concerne pas seulement les personnes les plus défavorisées, en situation de précarité ou de pauvreté. Les inégalités sociales de santé ne se réduisent pas à une opposition entre les personnes pauvres et les autres. Même si les écarts entre la

¹³ WILKINSON R. et PICKETT K., p. 52.

population la plus favorisée et celle la plus défavorisée sont les plus grands, les épidémiologistes ont pu objectiver des écarts existant pour l'ensemble de la hiérarchie sociale. Les inégalités sociales de santé suivent une distribution socialement stratifiée au sein de la population. En d'autres termes, chaque catégorie sociale présente un niveau de mortalité, de morbidité plus élevé que la classe immédiatement supérieure.¹⁴ »

Wilkinson et Pickett affirment que « ce qui détermine la mortalité et la santé dans une société tient moins à la richesse globale de la société en question qu'à la répartition égalitaire de la richesse. Mieux la richesse est répartie, meilleure est la santé de la société.¹⁵ »

Il en va de même pour l'ensemble des phénomènes listés ci-dessus. L'un des facteurs les plus influents est la compétition pour le statut social. Les inégalités exacerbent la concurrence pour occuper une place dans les rangs élevés (ou considérés comme tels) de la société. Cette tension, cette comparaison permanente, ce besoin de valorisation au regard des autres, ont un impact évident sur les relations sociales, le stress, l'estime de soi, autant de paramètres qui jouent un rôle déterminant par rapport aux différents problèmes précités.

La lutte contre les inégalités est donc un puissant levier pour agir sur le bilan de santé global de la société : elle bénéficierait au bien-être général, notamment par la réduction de la violence, l'amélioration des relations humaines et la prévention des maladies.

C. Croissance économique et inégalités croissantes

*« Sans choses je n'existe pas
Les regards glissent sur moi
J'envie ce que les autres ont
Je crève de ce que je n'ai pas »
Jean-Jacques Goldman, Les choses*

Puisque les effets pervers de l'inégalité sont démontrés, pourquoi ne pas concentrer toutes les énergies à l'enrayer ? C'est que **l'inégalité a son utilité**. On l'a dit, l'inégalité suppose une incessante comparaison : envie de ressembler à ceux qui sont mieux positionnés dans la hiérarchie sociale, peur du déclassement...

¹⁴ <http://inpes.sante.fr/slh/articles/397/02.htm#>

¹⁵ WILKINSON R. et PICKETT K., p. 135.

**Par la
consommation
qu'elle engendre,
l'inégalité sert de
moteur au système
économique.**

L'inégalité permet que l'herbe soit toujours plus verte dans le jardin du voisin ! Elle entraîne une insatisfaction, accompagne l'envie d'avoir toujours plus, et par ce fait même, elle stimule ce mal de notre temps qu'est le consumérisme. Par les choses que j'acquiers, je tente d'« être quelqu'un » : les biens matériels sont devenus des indicateurs de statut. Par la consommation qu'elle engendre, l'inégalité sert de moteur au système économique. Or, ce système engendre des profits certains... surtout pour les plus fortunés !

La croissance économique sert de prétexte à la répartition inégale des richesses. « La croissance a justifié de ne pas redistribuer les revenus », analysait Olivier De Schutter¹⁶ dans le cadre du Forum *One People One Planet* 2012. « *En effet, on pouvait accepter les inégalités, le fait que le patron gagne 20 fois plus que ses employés, parce que la croissance nous promettait de faire toujours mieux. Elle a été un substitut à une véritable égalisation des conditions matérielles, notamment des revenus.*¹⁷ »

Non seulement la croissance ne va pas de pair avec une répartition équitable des richesses, mais en outre, elle s'alimente de cette iniquité. « *Promouvoir l'égalité c'est retirer à la croissance son statut d'idole* », poursuivait Olivier De Schutter. Par ailleurs, précisait-il, *l'égalité réduit la surconsommation qui est liée à la recherche de la reconnaissance sociale. La surconsommation dont nous sommes victimes, malades, dépendants est liée à un souci de positionnement social.* »

Le consumérisme n'est pas intrinsèque à la condition humaine : il n'est pas dû à des réflexes égoïstes et au désir de possession. Le consumérisme s'inscrit dans une quête de statut social, quête d'autant plus prononcée au sein de sociétés inégalitaires et encouragée par la publicité. Chaque individu est tenté de se montrer sous un jour favorable, par ce que ses biens disent de lui-même ; ce qui, parallèlement, affaiblit le souci de la collectivité.

D. À la recherche de solutions

*« On s'épuise à aménager des erreurs au lieu de leur apporter des solutions radicales à la mesure du danger qu'elles représentent. »
Pierre Rabhi, Manifeste pour la Terre et l'humanisme*

¹⁶ À l'époque, M. De Schutter était Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation.

¹⁷ DE SCHUTTER O., « *Homo consumens* », les origines culturelles de la consommation sans fin, 2012.

Quelques précisions s'imposent encore, avant de décliner des pistes d'action :

- 1) **L'égalité ne signifie pas être identiques.** La diversité est une richesse à partager, au même titre que les autres ressources fondamentales.
- 2) Non ! Ce n'est pas en développant des thérapies individuelles ni des campagnes de prévention que l'on réduira sensiblement les **problèmes sociaux et sanitaires** ! Une énergie et des moyens gigantesques y sont consacrés – et ce n'est pas inutile – mais **la réduction des inégalités de revenus serait probablement un moyen bien plus efficace** (et moins coûteux).
- 3) **On ne peut se contenter d'aborder les problèmes indépendamment les uns des autres.** Il faut en considérer la globalité et donc les liens de cause à effet qu'ils entretiennent. Par exemple, on pourrait croire qu'en construisant des prisons, on ferait reculer la criminalité... Ce n'est pas exact. Favoriser un enseignement de qualité et accessible à tous – un enseignement égalitaire donc – est bien plus probant. Des dispositifs de soutien familial, notamment en faveur de la petite enfance, produisent des effets à plus long terme également.
- 4) Enfin, **le rôle du politique** ne fait aucun doute : tant dans le creusement des inégalités que dans la mise en place de mesures égalitaires, ce sont des décisions politiques qui influencent la voie suivie par un pays ou une région.

Les conclusions de l'étude de Wilkinson et Pickett démontrent que différentes pistes peuvent être suivies pour tendre vers l'égalité. Certaines sociétés privilégieront une redistribution des revenus par la fiscalité et les prestations sociales, tandis que d'autres préféreront limiter les écarts salariaux avant impôt. Précisons que ces deux voies ne sont pas incompatibles ; il serait même bénéfique de les combiner.

Mais avant toute chose, il faut convaincre toutes les catégories sociales que l'égalité est bonne pour tous ! Cette démarche implique la vulgarisation des travaux scientifiques. L'associatif a ici un rôle de premier plan à jouer. Le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) s'y est employé en co-organisant un colloque participatif en présence de Richard Wilkinson et de nombreuses personnes qui elles-mêmes vivent en situation précaire.¹⁸

¹⁸ <http://rwlp.be/index.php/ressources/videos-audios/218-inegalites-et-sante-videos-du-colloque-participatif-organise-par-le-clps-la-fmm-et-le-rwlp-ce-27-novembre-au-palais-des-congres-de-namur>, consulté le 06.08.2014.

La réappropriation des idées phares du livre de Wilkinson et Pickett par la société civile est capitale. Ainsi, ce n'est pas un hasard si le RWLP¹⁹ et les syndicats (FGTB et CSC), ont formulé **cet appel à la mobilisation pour le 17 octobre, journée internationale du refus de la misère**, en ces termes : « Parce que l'égalité est meilleure pour tous et pour la collectivité, ensemble nous dirons stop aux politiques d'appauvrissement ».

Le défi majeur est peut-être de démontrer aux classes moyennes et aisées que l'égalité serait bénéfique pour elles aussi.

Cependant, le défi majeur est peut-être de démontrer aux classes moyennes et aisées que l'égalité serait bénéfique pour elles aussi. Cela impliquerait probablement une répartition proportionnée de l'effort et donc une réduction de leur standing, mais – et c'est essentiel de le préciser ! – cela n'entraînerait pas forcément une détérioration de leur bien-être : il est démontré que, une fois les besoins de base satisfaits, l'accroissement des richesses n'entraîne pas une amélioration du bien-être. Autrement dit, une fois atteint un certain niveau de prospérité, la croissance économique n'a plus d'impact positif, ni sur la santé ni sur le sentiment de bonheur.²⁰

Il n'est pas inutile de reprendre cette conclusion de l'étude de Wilkinson et Pickett : **les taux de maladies mentales, d'obésité, de maternité précoce, d'homicides, d'incarcération... sont tous plus élevés au sein des populations les plus inégalitaires** que dans les sociétés les plus égalitaires, et ce à travers *l'ensemble* des couches sociales.

« Si les écarts sont à ce point gigantesques », disent les auteurs, « c'est simplement parce que les effets de l'inégalité ne sont pas confinés aux couches les plus défavorisées ; l'inégalité affecte la grande majorité de la population. » On notera donc que « même les plus riches profitent d'une meilleure égalité.²¹ »

Le doute subsiste uniquement pour l'infime minorité nantie, qui constitue le sommet de la pyramide et qui semble évoluer dans un monde à part, celui de la démesure.

¹⁹ Pour rappel, Vivre Ensemble est une association membre du RWLP.

²⁰ WILKINSON R. et PICKETT K., pp. 35-42.

²¹ WILKINSON R. et PICKETT K., pp. 260-266.

L'égalité favoriserait non seulement la satisfaction des besoins matériels, mais aussi la qualité de vie de tout un chacun. Cela implique un changement radical, « un déplacement historique de la source de la satisfaction humaine ; il s'agira de privilégier une société plus conviviale au détriment de la croissance économique²² ». En inculquant le dogme de la croissance, Wilkinson et Pickett rejoignent les convictions de nombreux économistes, penseurs et citoyens engagés, à la recherche d'un autre modèle de société. Ils évoquent d'ailleurs la nécessaire « transformation » de nos sociétés par « un flot continu de petits changements²³ » ; ce que d'autres appelleraient peut-être une « transition ».

Notons – et ce n'est pas un détail – que la recherche d'égalité s'accompagnerait automatiquement d'un effet positif sur notre empreinte écologique. Or, on l'a dit en introduction, la préservation de l'environnement est un défi majeur de notre temps, qui implique, lui aussi, davantage de coopération.

Crainte héréditaire

Tendre vers l'égalité signifie-t-il instaurer un régime communiste ? En Occident, le spectre de l'ogre soviétique reste bien présent, bien que la Guerre froide soit terminée depuis longtemps. Cela se ressent dès que le thème de l'égalité est abordé lors de conférences ou de débats publics. « C'est bien beau tout ça, entend-on, mais alors on en revient au communisme... »

On en oublierait presque que l'idéal égalitaire et la vie communautaire existaient bien avant la révolution d'Octobre. Autrefois, les communautés de chasseurs-cueilleurs étaient bâties de manière étonnamment égalitaire.²⁴ On se rappellera aussi les valeurs véhiculées depuis deux millénaires par le christianisme. La prière du *Notre Père* ne symbolise-t-elle pas l'unité du genre humain et l'égalité de tous dans la fraternité ? Les Actes des Apôtres (2, 44-45) rapportent d'ailleurs que « tous ceux qui croyaient étaient dans le même lieu, et ils avaient tout en commun. Ils vendaient leurs propriétés et leurs biens, et ils en partageaient le produit entre tous, selon les besoins de chacun. »

Pour en revenir au communisme, l'économie planifiée telle que pratiquée par l'Union soviétique s'est soldée par un échec ; la République populaire de Chine est devenue la plus capitaliste des États qualifiés de communistes ; Cuba n'a jamais eu l'occasion de tester un modèle alternatif sans embargos ni autres pressions... Bref, faute d'exemple

²² WILKINSON R. et PICKETT K., p. 338.

²³ WILKINSON R. et PICKETT K., p. 345.

²⁴ WILKINSON R. et PICKETT K., p. 306.

historique probant, on mettra entre parenthèses la piste communiste... avec nos excuses pour Marx et Engels, dont les travaux restent d'importance à plus d'un titre.

E. Des leviers à actionner

« *L'égalité a un organe : l'instruction gratuite et obligatoire.* »

Victor Hugo, *Les Misérables*

Faut-il vraiment détailler les mesures suivantes ? Le refrain est connu et répété à l'envi. Pour mieux répartir les richesses, on peut rapidement mettre en place **des mécanismes de redistribution**, que ce soit par la taxation des hauts revenus (y compris financiers), une meilleure progressivité de l'impôt, le relèvement des salaires minimums et le plafonnement des salaires maximums.

Rien de neuf, en somme. Le défi est pourtant d'ampleur, car les gens sont loin d'être convaincus par la nécessité de ces mesures, comme le prouve le rejet par référendum, en Suisse, d'une initiative visant à limiter l'écart salarial dans une fourchette de 1 à 12. Le texte avait dû faire face à une levée de boucliers de la part du gouvernement et des milieux économiques, pour qui cette limitation constituerait « un frein à la prospérité économique du pays et à son attractivité.²⁵ »

Pourtant, certaines sociétés s'emploient déjà à instaurer de telles règles. Il est intéressant de citer l'exemple d'une banque, Triodos, où la tension salariale maximale tolérée va de 1 à 10, ce qui prouve **qu'une institution peut volontairement faire le choix de limiter les écarts de revenus au sein de son personnel.**

Au-delà de la manière dont les fonds sont collectés, en ponctionnant proportionnellement les plus riches, **la manière dont le budget est affecté** revêt une importance cruciale. Comme l'illustre l'exemple des prisons et des écoles, un gouvernement peut choisir d'appliquer une politique électoraliste, visant à rassurer l'électeur à court terme, ou bien privilégier des pistes moins populaires mais dont les fruits seront récoltés dans la durée.

Par ailleurs, on n'insistera jamais assez sur l'importance de la **gratuité scolaire** (gratuité réelle, car les dépenses en fournitures, photocopies et

²⁵ <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2013/11/24/97002-20131124FILWWW00133-les-suissees-contre-la-limitation-des-salaires.php>, consulté le 12.08.2014.

autres voyages pèsent lourds sur les budgets serrés) ni sur la **qualité de l'enseignement** (qui implique une meilleure répartition des élèves dans les classes, une formation adéquate des enseignants et une revalorisation de leur métier). Christine Mahy, secrétaire générale du RWLP, est de celles qui prônent un investissement majeur dès l'école maternelle, c'est-à-dire le niveau scolaire le plus égalitaire (plus le niveau augmente, plus la stratification se fait sentir). L'enseignement figure aussi parmi les préoccupations de l'OCDE, qui recommande d'affecter « des fonds publics en priorité à l'enseignement pré-supérieur et à l'apprentissage tout au long de la vie qui sont susceptibles de générer d'immenses gains sociaux, en particulier du point de vue de l'égalité des chances.²⁶ »

La gestion des biens publics est un autre enjeu capital. Ce qui est commun doit être accessible à toutes et à tous, de manière équitable. Il faut donc **mettre fin à la privatisation progressive des biens publics** et rendre à la gestion collective ses lettres de noblesse, y compris en redynamisant le principe des contributions (terme que l'on préférera à « impôts ») et en favorisant l'accessibilité et la convivialité des lieux publics. En matière de culture et de loisirs, par exemple : une bibliothèque publique, un parc bien situé et entretenu, peuvent être fréquentés par tous et contribuer de manière significative à l'harmonie d'un quartier ou d'une ville.

La recherche d'égalité ne se limite pas aux quelques aspects de la vie publique abordés ci-dessus : le fonctionnement des entreprises, le rôle des syndicats, la mise au pas de la haute finance, la coopération internationale, la limitation de la publicité, etc. sont autant d'enjeux liés, de près ou de loin, à cette quête égalitaire.

Terminons par deux points cruciaux :

- 1) Le gradient social qui traverse toutes les inégalités est encore plus marqué si on le double d'un critère de genre. La lutte contre les inégalités passe, absolument, par la suppression de cette discrimination presque automatique que subissent les femmes un peu partout dans le monde, y compris en Occident.
- 2) Le bilan de santé de nos sociétés doit être dressé avec d'autres paramètres : puisque la croissance économique ne rime ni avec égalité ni avec bien-être, **le PIB ne doit définitivement plus servir de partition** aux chefs d'orchestres de nos sociétés. On ne peut que s'associer au cri d'alarme du paysan-philosophe Pierre Rabhi quand il déclare : « Je suis

²⁶ OCDE, « Un nouveau virage à prendre : les grands enjeux des 50 prochaines années », *Notes de politique économique du département des Affaires économiques*, n° 24, juillet 2014, p. 1.

ici-bas pour vivre, je ne suis pas ici pour augmenter le produit national brut. » À moyen terme, les politiques doivent être évaluées à l'aune de nouveaux indicateurs, basés sur des critères de bien-être individuels et collectifs. Bien qu'aucun indice universel et fiable n'existe à ce stade, on saluera certaines initiatives en ce sens (voir encadré ci-dessous).

Indicateur du vivre mieux

L'OCDE a développé un *indicateur du vivre mieux*. Cet outil interactif est conçu pour « visualiser et comparer certains facteurs essentiels au bien-être ». Il n'a qu'une valeur informative, mais il est intéressant de constater qu'une institution de cette importance se penche sur divers critères pour estimer la qualité de vie des citoyens. Quantité de données sont ainsi mises à la disposition du public. Par ailleurs, cet indicateur permet aux citoyens de participer au débat.

Les 11 thèmes sélectionnés sont : logement, revenu, emploi, liens sociaux, éducation, environnement, engagement civique, santé, satisfaction, sécurité, équilibre travail-vie. Pour certains sont également fournies des données en matière d'inégalité sociale et d'inégalité de genre.

Cet indicateur est consultable sur <http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/>.

14

Conclusion

Lors des campagnes électorales, les politiques promettent toujours le « changement ». C'est effectivement à leur niveau qu'il faut faire prendre la sauce, mais en modifiant radicalement la recette. Le menu que propose l'économie néolibérale se révèle indigeste ; plus les convives sont éloignés de la table principale, plus ils risquent de tomber malades.

Le constat est amer mais limpide : nous ne *naïssons* pas tous libres et égaux, nous ne *vivons* pas tous libres et égaux. Puisque l'on vit moins bien dans les sociétés inégalitaires, et ce quel que soit le rang qu'on occupe, reste donc à réduire les inégalités. Cela ne se fera pas tout seul. Concrètement, ce ne sera possible qu'à condition d'une **prise de conscience collective et de mobilisations citoyennes**. Il est temps de retrouver l'envie de lutter pour des utopies, si celles-ci sont bénéfiques. L'égalité en fait partie.

Renato Pinto